

BE-A0527_723010_807139_FRE

Inventaire des archives de la communauté
de Comines 1352-1796 (1829)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	5
Consultation et utilisation.....	6
Conditions d'accès.....	6
Conditions de reproduction.....	6
Caractéristiques matérielles et contraintes techniques.....	6
Instruments de recherche.....	6
Recommandations pour l'utilisation.....	6
Histoire du producteur et des archives.....	8
Producteur d'archives.....	8
Nom.....	8
Historique.....	8
Compétences et activités.....	9
Organisation.....	10
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	12
Contenu et structure.....	13
Contenu.....	13
Sélections et éliminations.....	13
Accroissements / compléments.....	14
Mode de classement.....	14
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	17
I. Généralités.....	17
II. Juridiction gracieuse.....	18
III. Finances.....	19
A. Généralités.....	19
B. Comptes de la ville de Comines.....	19
5 - 8 Comptes rendus par Gilles Kentsoen (ou Kentsoens). 1427 [n.s.]-1431	
[n.s.].....	19
9 - 15 Comptes rendus par Passchier Pillins (ou Pillin). 1432 [n.s.]-1439 [n.s.]	
.....	19
16 - 18 Comptes rendus par Willem van Mormentin (ou Mormentins). 1439	
[n.s.]-1442 [n.s.].....	20
24 - 27 Comptes rendus par Hugues Bariseel. 1460 [n.s.]-1465 [n.s.].....	20
28 - 29 Comptes rendus par Passchier Pillin. 1465 [n.s.]-1467 [n.s.].....	21
31 - 32 Comptes rendus par Arcelet Daniel (ou Danneel). 1468 [n.s.]-1470	
[n.s.].....	21
IV. Fiscalité.....	22
A. Fiscalité directe.....	22
1. Généralités.....	22
2. Vingtième denier.....	22
3. Emprunts et impôts.....	22
B. Fiscalité indirecte.....	23
1. Accises.....	23
2. Contributions et dommages de guerre.....	23
V. Bienfaisance.....	25
A. Hôpital de Comines.....	25
B. Fondations.....	25

55 - 57 États contenant les quittances des paiements des fondations, charges locales et foncières des terres de Comines et Halluin appartenant au duc d'Orléans. 1742-1754.....	25
C. Table des pauvres.....	25
VI. Culte.....	27
A. Généralités.....	27
B. Église paroissiale et collégiale Saint-Pierre.....	27
1. Droit de patronage et de collation.....	27
2. Administration des biens.....	28
C. Chapelles.....	28
1. Chapelle Saint-Chrysole.....	28
2. Chapelle Saint-Éloy.....	28
3. Chapelle Saint-Jacques.....	29
4. Chapelle de Wartembeek.....	29
VII. Confréries.....	30
VIII. Enseignement.....	31
IX. Police.....	32
X. Travaux publics et voies de communication.....	34
A. Beffroi.....	34
B. Cours d'eau.....	34
97 - 98 Renouvellement des bornes d'été et d'hiver pour les retenues des eaux de la Lys à Comines, Warneton, Houplines, Courtrai, Harelbeke, Menin, Armentières. 1740-1741.....	34
XI. Agriculture.....	35
A. Semences et grains.....	35
B. Bois et prés.....	35
XII. Commerce et métiers.....	37
A. Généralités.....	37
B. Drapiers et foulons.....	37
C. Tisserands.....	38
XIII. Documents sans lien apparent avec le fonds.....	39

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:
Communauté de Comines

Période:
1352 - 1796 (1829)

Numéro du bloc d'archives:
BE-A0527.357

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 121.00
- Etendue inventoriée: 1.00 m

Dépôt d'archives:
Archives de l'Etat à Tournai

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Le fonds est accessible sans restriction aucune.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

Pour la reproduction des documents, les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État sont d'application.

CARACTÉRISTIQUES MATÉRIELLES ET CONTRAINTES TECHNIQUES

Les documents du fonds sont en principe en bon état matériel à l'exception de quelques pièces attaquées par l'acidité. L'archiviste responsable se réserve le droit de limiter la consultation de celles-ci si elles montrent des traces évidentes de dégradations matérielles.

INSTRUMENTS DE RECHERCHE

À l'origine, la partie du fonds conservé à Gand avait fait l'objet d'un inventaire manuscrit de 33 pages réalisé par W. De Haerne et L. Van Werveke en 1910-1931. Un autre inventaire, dactylographié, concerne les documents qui ont été extraits de la collection des archives de la châtellenie d'Ypres en dépôt aux Archives de l'État à Bruges et transférés à Tournai, en 1970. Il concerne les localités de Bas-Warneton, Comines, Houthem et Warneton qui avaient alors rejoint l'arrondissement judiciaire de Tournai (voir VAN OVERSTRAETEN (D.), *De archieven met betrekking tot het kanton Comines die aan het Rijksarchief te Tournai werden overgemaakt*, dans *Vlaamse Stam*, Jg. VII, 1971, p. 377-380). Depuis les transferts de 1970 et 1973 aux Archives de l'État à Tournai, un nouvel inventaire fut entamé sous l'impulsion et à la demande de la Société d'Histoire de Comines-Warneton et de la région. Anne Debroux le finalisa en 1987, sans qu'il soit procédé à son édition (A. DEBROUX, *Archives de l'État à Tournai, Archives de la Seigneurie de Comines (1267-1829)*, Tournai, 1987, 128 p.).

RECOMMANDATIONS POUR L'UTILISATION

Comme c'est aussi le cas pour la seigneurie de Comines et ses échevins *du-dehors*, peu de documents produits par les échevins de Comines *du-dedans* sont parvenus jusqu'à nous. Le seul registre conservé dans ce fonds couvre, l'espace de 64 folios, les années 1762-1794 tant pour les assemblées ordinaires qu'extraordinaires du Magistrat cominois (n° 2 de cet inventaire). Rien de ce qui touchait aux autres compétences juridiques de ce banc de sept

échevins n'a été conservé.

L'essentiel du fonds de la communauté de Comines est composé de dossiers relatifs aux finances et à la fiscalité : il s'agit surtout de séries de comptes de la ville, essentiellement pour le XVe siècle (n° 5 à 36).

Pour enrichir son enquête à propos de la communauté de Comines, le chercheur se devra de consulter les archives conservées aux Archives de la ville d'Ypres (les inventaires relatifs aux archives de la châellenie d'Ypres sont consultables en ligne) et celles conservées à la mairie de Comines-France, dont il existe un inventaire sommaire.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Communauté de Comines

HISTORIQUE

L'histoire de la ville de Comines, située sur la Lys, est intimement liée à celle de la seigneurie puisque, notamment, le seigneur de celle-ci en nommait les échevins.

La seigneurie de Comines était, au Moyen Âge, un important domaine du comté de Flandre. Elle s'étendait sur cinq mille hectares environ, de part et d'autre de la Lys, partie châtelainie de Lille, partie châtelainie d'Ypres. En 1512, à la mort de Jeanne de la Clyte, dame de Comines et veuve de Jean de Halluin, seigneur d'Halluin, leur fils Georges devint seigneur de Comines et d'Halluin. Les deux seigneuries furent désormais unies sous un seul blason. Entre le début du XII^e siècle et la fin du XVIII^e siècle, la seigneurie de Comines passa entre les mains de plusieurs familles : les Comines, les Waziers, les La Clyte, les Halluin, les Croÿ, les Alsace-Chimay et les Orléans.

Les échevins de la ville, nommés par le seigneur de Comines ou par son grand-bailli, composaient le Magistrat *en-dedans*, alors que ceux qui composaient la Loi de la seigneurie, nommés par le même seigneur, étaient dits *en-dehors* (ou forains). Ces échevins étaient choisis parmi les bourgeois de Comines chaque année, mais la continuation de la Loi, pour une ou plusieurs années, devint fréquente à partir du XVII^e siècle. Au nombre de sept, ils étaient nommés pour administrer la ville, ses biens et ses finances, et en conséquence, ils avaient le droit de lever des impôts. Ils devaient faire appliquer et respecter les ordonnances émanant des autorités, rendre la justice et défendre les privilèges accordés à la communauté. Après avoir prêté serment au grand-bailli, les échevins procédaient au choix des officiers municipaux. Un bourgmestre, désigné par le seigneur de Comines jusqu'au XVI^e siècle, puis élu par l'assemblée des échevins, était à la tête de ce Magistrat. Il convoquait les échevins aux réunions du conseil et les semonçait à la requête du grand-bailli ou du lieutenant-bailli, communs à la ville et à la seigneurie, pour rendre justice.

La ville frontière de Comines a toujours connu une administration très compliquée du fait de son appartenance, en fonction des époques, à deux États et toujours à deux châtelainies différentes. À l'exception de la période comprise entre le traité d'Athis-sur-Orge (1305) et le mariage de Marguerite de Male avec Philippe le Hardi (1369), la paroisse de Comines releva d'un seul État jusqu'au XVII^e siècle, bien que sa partie située sur la rive droite fut dans la châtelainie de Lille et que celle de la rive gauche fit partie de la châtelainie d'Ypres. Suite aux guerres de Louis XIV, le traité d'Aix-la-Chapelle (1668) donna la châtelainie de Lille à la France et la Lys devint alors " frontière d'États ". Au

traité de Nimègue (1678), les deux rives cominoises furent à nouveau réunies sous la domination du roi de France, mais le traité d'Utrecht (1713) marqua définitivement la frontière politique sur la Lys : la châtellenie d'Ypres passa à l'Autriche et la rive droite resta française.

La ville de Comines continua alors, comme par le passé, à être administrée par un seul Magistrat composé de sept échevins dont un bourgmestre, quatre échevins pour la bourgeoisie de Comines-France et trois échevins pour Comines-Autriche, sous les soins du grand-bailli représentant le seigneur de Comines.

Le 10 décembre 1789, l'Assemblée constituante de la République ordonna l'établissement de nouvelles municipalités en France. L'échevinage de la partie française de Comines disparut, mais les trois échevins de Comines-Autriche restèrent en fonction. Ils demandèrent à l'administrateur général des biens du duc d'Orléans, toujours seigneur de Comines, de pouvoir reconstituer un Magistrat de sept membres, ce qui leur fut accordé le 26 mars 1790. La partie autrichienne de Comines était alors administrée par un bourgmestre et six échevins.

Suite au traité de Campo-Formio du 17 octobre 1797, l'Autriche céda ses provinces belges à la France, ce qui mit fin à l'ancien échevinage et marqua le début d'une nouvelle municipalité pour Comines-Belgique.

On peut alors considérer que Comines-France englobait la bourgade proprement dite que l'on appelait " Comines-ville " à la fin de Ancien Régime ainsi que sa campagne environnante qui s'érigea en Comines-paroisse.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le banc échevinal de Comines, avec un bourgmestre à sa tête, était composé de sept échevins qui étaient à la fois administrateurs, juges et témoins des actes de juridiction gracieuse passés par les habitants de Comines. Il leur revenait de défendre les intérêts de la communauté et de faire respecter ses privilèges.

Comme administrateurs de la ville, ils devaient gérer ses biens et ses finances. Jusqu'en 1379, ils ne rendirent compte de leur gestion qu'aux échevins entrants, puis ils concédèrent au seigneur de Comines le contrôle de leur comptabilité. Afin de faire face aux dépenses de la communauté, les échevins avaient le pouvoir de lever des impôts, sous forme de droits et d'accises. Ils décidaient aussi de la confection des assiettes de tailles. En plus, les membres du collège veillaient à la gestion des biens des orphelins, avaient autorité sur les confréries et les établissements de charité de la ville et s'assuraient de la bonne administration du temporel de l'église.

Il était du devoir du Magistrat de faire appliquer et observer les ordonnances émanant des autorités ainsi que les réglementations dont il était l'auteur. Les échevins avaient donc un droit de police assez étendu. À côté de cela, il leur fallait rendre la justice puisque le seigneur du lieu, qui possédait les droits de haute, de moyenne et de basse justices sur l'étendue de son domaine, leur avait concédé la plupart de ses prérogatives (il se réservait notamment le droit de juger les meurtres, les viols et les rapt, les incendies et les vols sur les grands chemins). Comme ces échevins n'avaient que très rarement une

formation juridique ou une connaissance des coutumes suffisantes, ils pouvaient se faire aider en consultant des juriconsultes et en faisant recours à chef de sens à Lille. Les appels des sentences pouvaient se porter devant les bailli et hommes de fief de la cour féodale de Comines, puis devant la Gouvernance de Lille, enfin auprès du Parlement de Douai. À partir du traité d'Utrecht, en 1713, les appels de la partie autrichienne de la ville se portèrent au Conseil de Flandre, à Gand, et au Grand conseil de Malines.

Les échevins s'assemblaient en plaids, organisés très régulièrement, pour traiter des affaires en rapport avec leurs compétences gracieuse (ventes et achats de biens, constitutions de rentes, etc.) et contentieuse (pour régler les conflits pouvant naître des actes précédents), pour nommer les bourgeois et les officiers municipaux.

Le Magistrat était assisté d'un greffier (commun à la ville, à la seigneurie et à la cour féodale) et de trois sergents qui, notamment, assignaient prévenus et témoins à comparaître devant le tribunal échevinal. Seul le greffier n'était pas nommé par le seigneur ou son grand-bailli.

Les fonctions de receveur ou de régisseur de la seigneurie, de greffier et de bourgmestre de Comines restèrent longtemps dans les mains de la famille Becuwe, du milieu du XVII^e siècle au milieu du XVIII^e siècle, ce qui implique que les documents qui concernaient la seigneurie, la communauté et la cour féodale aient pu être mélangés.

À la vente des deux seigneuries, en 1790 et en 1792, les archives relatives à Comines furent séparées de celles d'Halluin et remises à leurs propriétaires respectifs. Le tri n'a vraisemblablement pas été efficient puisque des documents relatifs à Halluin ont été retrouvés dans le fonds de la seigneurie de Comines.

ORGANISATION

L'échevinage *du dedans* était composé de sept échevins choisis au nom du seigneur par le grand-bailli ou son lieutenant. Le grand-bailli recevait pleins pouvoirs du seigneur par la commission qu'il lui remettait. Il en était le représentant et c'est en son nom qu'il présidait les assemblées et semonçait les échevins et les hommes de fief de Comines. Jusqu'au XVI^e siècle, c'est lui aussi qui désignait l'un des sept échevins comme bourgmestre. À partir de là, ce dernier fut élu au sein du collège échevinal. Il présidait la justice et les finances, convoquait les échevins aux plaids et les semonçait à la requête du grand-bailli.

Choisis parmi les bourgeois de la ville, les échevins en géraient les biens et les finances, réglementaient la vie quotidienne et rendaient la justice, tant au civil qu'au criminel, sans toujours posséder de connaissance juridique suffisante. Les appels de leurs sentences pouvaient se porter devant les bailli et hommes de fief de la cour féodale de Comines puis, si nécessaire, devant la Gouvernance de Lille, enfin auprès du Parlement de Douai. De par leurs fonctions, les échevins participaient également à l'enregistrement des actes de juridiction gracieuse (ventes et achats de biens, constitutions de rentes, etc.). Le grand-bailli et les échevins recevaient des gages du seigneur, peu importants, mais bénéficiaient très probablement d'autres revenus,

émoluments ou pots-de-vin, comme ailleurs dans le comté de Flandre pour la plupart des actes qu'ils rendaient. Les échevins bénéficiaient également d'une exemption des impôts de ville.

Au carrefour des activités du collège échevinal, tant *en-dedans* que *en-dehors*, et de la cour féodale de Comines, se trouvait le greffier. Bien qu'il fut directement choisi par le seigneur, il ne percevait de ce dernier aucun gage et n'avait droit à aucune indemnité, ni de logement, ni de chauffage. Il était payé à l'acte.

Le grand-bailli nommait également les trois sergents de la ville, les intermédiaires judiciaires indispensables au bon fonctionnement de la justice. Du seigneur, ils percevaient des gages et recevaient une casaque. Parmi leurs tâches, l'assignation à comparaître des prévenus et des témoins devant le tribunal échevinal, l'exécution des décisions, les arrestations et les saisies de biens.

Échevins et grand-bailli se partageaient la nomination des officiers municipaux. Eswardeurs, ou égards, recevaient essentiellement des missions de surveillance et de contrôle. Elles concernaient directement la vie quotidienne des citoyens comme, pour n'en citer que quelques-unes, la prévention des incendies, le contrôle des poids et mesures, des denrées présentées au marché et des fûts de bière ou de vin.

ARCHIVES

HISTORIQUE

À l'origine, les papiers d'archives étaient conservés au domicile des greffiers et receveurs qui les transmettaient à leurs successeurs en sortant de charge. Comme les fonctions de receveur ou de régisseur, de greffier et de bourgmestre de Comines restèrent longtemps dans les mains de la famille Becuwe, du milieu du XVII^e siècle au milieu du XVIII^e siècle, il paraît vraisemblable que les documents qui concernaient la seigneurie, la communauté et la cour féodale de Comines aient pu être mêlés les uns aux autres pendant leur administration. Après la vente des deux seigneuries (1790-1792), les archives communes à Comines et Halluin revinrent Jeanne Françoise Amelot, veuve de Jean Emmanuel de Loose, demeurant à Gand. Ceci explique qu'elles se retrouvèrent, in fine, aux Archives de l'État à Gand. Par contre, les archives qui concernaient exclusivement Halluin furent dévolues à Jérôme Joseph Geoffroy de Limon, acquéreur de cette seigneurie.

Depuis les traités d'Utrecht (1713) et de Rastatt (1714), la ville de Comines était gérée par une administration urbaine unique, bien que soumise à deux législations centrales différentes. Il en fut ainsi jusqu'au lendemain de la Révolution française. Le Magistrat de la ville siégeait soit à l'hôtel de ville, du côté français, soit à l'hôtel du Baron, en territoire autrichien. Le Magistrat ne partageait pas les archives de ses séances entre ses deux sièges. Il apparaît pourtant que certains documents regardant le rive gauche de la Lys ont été laissés à Comines-Autriche. Ces dernières archives étaient conservées au domicile d'Alexandre Capron, ancien greffier, dans un "comptoir" meublé par la ville. Un inventoriage de ces archives communales laissées du côté

autrichien fut réalisé par l'administration française. En septembre 1787, 144 numéros en furent retirés et transférés à l'hôtel de ville. C'était la première fois qu'étaient regroupés plusieurs fonds d'archives relatifs à Comines, Bas-Warneton et Houthem, mais aussi à la baronnie de Comines et Halluin. Fin 1790, un partage de ces archives communales fut convenu entre les deux nouvelles entités cominoises. Malheureusement, celles de Comines-Belgique disparurent en 1917.

ACQUISITION

Suite au rattachement de Comines à la province de Hainaut consécutif à l'application à la loi du 8 novembre 1962, l'Archiviste général du Royaume de l'époque ordonna le transfert des fonds d'archives concernant cette commune, qui étaient jusqu'alors conservés dans les dépôts de Bruges et Gand, aux Archives de l'État à Tournai. Le 17 décembre 1970, les documents provenant du fonds de la châellenie d'Ypres arrivèrent à Tournai. Le 21 juin 1973, c'était au tour des archives de la seigneurie de Comines conservées à Gand de rejoindre le dépôt tournaisien. Ce transfert fut décrit dans un article que rédigea l'archiviste en charge de ce dépôt (voir D. VAN OVERSTRAETEN, " Les archives concernant les localités du canton de Comines transférées aux Archives de l'État à Tournai ", dans *L'Intermédiaire des généalogistes*, 26e année, n° 154, juillet 1971, p. 241-243).

Contenu et structure

CONTENU

Au cours du travail d'inventoriage, il s'est avéré que le fonds dit " Seigneurie de Comines " contenait, en fait, des documents relatifs à trois producteurs d'archives spécifiques, à savoir la seigneurie de Comines, la communauté de Comines et la cour féodale et château de Comines. Il a donc été décidé de séparer les documents en fonction de leur producteur et d'en établir trois inventaires distincts.

Le fonds de la communauté de Comines porte essentiellement sur le XVIIIe siècle, mais des documents provenant de périodes plus anciennes ont également été conservés. Certains de ceux-ci remontent même jusqu'au XIVe siècle. À titre d'exemples : 1354 pour les droits de tonlieu et de winage, 1379 pour le droit accordé au seigneur de Comines d'ouïr les comptes de la ville. Vu la séparation politique des deux rives de Comines, les transferts d'archives et les destructions provoquées par la guerre, le fonds parvenu à Tournai au début des années 1970 est de peu d'étendue.

Un seul registre de plaids a été conservé, pour la fin du XVIIIe siècle, et il ne reste ici aucun procès. Le chapitre consacré aux finances de la ville est un peu plus étoffé, mais seulement de dossiers antérieurs à 1551, pour l'essentiel des comptes (à partir de 1427). Côté fiscal, le cœur de la collection est constitué par des comptes de tailles et de capitation pour le seul Comines-Nord, qui dépendait de la châtelainie d'Ypres : un pour le milieu du XVIIe siècle, les autres pour le XVIIIe.

En ce qui concerne la bienfaisance, il faut remarquer quelques pièces relatives à l'hôpital de Comines, aux fondations et à la table des pauvres, le tout pour le XVIIIe siècle. Plusieurs dossiers évoquent les problèmes qui marquèrent les relations entre le duc d'Orléans et l'évêque de Tournai à propos du patronage de l'église paroissiale, d'autres les obits et les chapelles, de 1352 à 1790. L'inventaire s'achève par les traditionnels chapitres relatifs aux confréries, à l'enseignement, à la police, aux travaux et aux cours d'eau, à l'agriculture et aux métiers. Dans ce dernier chapitre, trois documents de la seconde moitié du XVe siècle concernent la draperie cominoise, tandis que deux autres, de la moitié du XIVe siècle, ont trait aux privilèges des tisserands.

Langues et écriture des documents

Les documents sont écrits en français et en vieux flamand (thiois).

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Nous avons à déplorer la destruction des archives communales de Comines-Belgique lors du premier conflit mondial à l'exception de quelques registres transférés aux Archives de l'État à Bruges dans la seconde moitié du XIXe siècle et aujourd'hui conservés aux Archives de l'État à Tournai.

Bien que répertoriés dans l'inventaire de la châtelainie d'Ypres rédigé par

Daniel Van Overstraeten, il semble que certains numéros relatifs aux comptes de tailles (n° 407, 423, 424 et 489) et à la tables des pauvres de 1606 (n° 490) ne soient jamais arrivés à Tournai, en 1971. Ils doivent être considérés comme perdus à Bruges.

Du fonds des archives de la seigneurie de Comines inventorié par A. Debroux, les numéros 46 et 98 relatifs à l'abbaye de Warneton (voir DUVOSQUEL J.-M., " Abbaye des Saints-Pierre-et-Paul à Warneton ", dans *Monasticon belge*, t. III, vol. 3, Bruxelles, 1979, p. 807), ainsi que les numéros qui concernent les fiefs-seigneuries de La Bussche et Elshaeghe (anciennement n° 295, 557, 714 et 753) ont été retirés et intégrés dans le fonds de la ville et châteltenie de Warneton (inventaire à paraître). Quant aux numéros postérieurs à l'Ancien Régime, ils ont intégrés la collection dite *Archives locales* aux Archives de l'État à Tournai (n° C 492, C 603 et C 613).

Au cours du travail d'inventoriage, il est apparu que les documents venus de Bruges en 1971, relatifs à la paroisse de Bas-Warneton (anciennement *Kasselrij Ieper, 1ste reeks, n° 408-422 et 425-428*), pour sa partie tenue de la seigneurie de La Bussche, et à la paroisse d'Houthem (anciennement *Kasselrij Ieper, 1ste reeks, n° 1771-1872*), toutes deux relevant de la salle et châteltenie d'Ypres, devaient être retirés du fonds de Comines. Il s'agissait essentiellement de documents fiscaux. Ceux relatifs à Bas-Warneton ont été versés dans le fonds de la ville et châteltenie de Warneton (inventaire en cours). Ceux concernant Houthem seront transférés aux Archives de l'État à Bruges.

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Ce fonds d'archives est normalement clos. Toutefois, il n'est pas impossible que des documents (ré)apparaissent au fil du temps, toutes les archives n'ayant pas été versées aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Nous avons suivi le plan, que nous avons légèrement adapté, donné par COPPENS (H.), *De ontsluiting van archieven. Richtlijnen en aanbevelingen voor de ordening en beschrijving van archieven in het Rijksarchief*, Bruxelles, 1997, p. 436-439 (*Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de Provinciën. Miscellanea archivistica. Manuale*, 21). Nous l'avons également comparé avec les structures adoptées par LAMBRECHT (T.), *Inventaris van het archief van de heer, het leenhof, de schepenbank van de heerlijkheid Krombeke en de keure van Krombeke ([1521] 1594-1796)*, Bruxelles, 2015 (*Rijksarchief te Brugge. Inventarissen*, 73), NIJSSEN (R.), *Inventaris van de archieven van de schepenbank van Wideux (1455-1796), van het leenhof (1540-1786) en van het cijnshof (1661-1794) van Wideux, van de schepenbank van Schoonwinkel (1470-1795), van het leenhof (1663-1781) en van het cijnshof (1650-1711) van Schoonwinkel, en van de schepenbank (1611-1789) en het cijnshof (1648-1713) van Tenhove in Sint-Lambrechts-Kerk*, Bruxelles, 2009 (*Rijksarchief te Hasselt. Inventarissen*, 99) et VAN EECKENRODE (M.), *Inventaires des archives des institutions publiques d'Ancien Régime de Saintes. Échevinage et*

communauté de Saintes, Cour féodale et seigneurie de Saintes, Échevinage d'Herbecq à Saintes (1308-1795), Bruxelles, 2016 (*Archives de l'État à Louvain-la-Neuve. Inventaires*, 40).

Sur base de ces travaux, trois parties ont été créées afin de traiter séparément les généralités (anciens inventaires, ressort territorial, coutumes, personnel), les archives concernant la gestion de la seigneurie (juridictions gracieuse et contentieuse, greffe, administration des chemins) et celles relatives à l'administration des biens et des finances des seigneurs.

Le plan de cet inventaire est donc le suivant :

I. Généralités

II. Juridiction gracieuse

III. Finances

A. Généralité

B. Comptes de la ville de Comines

IV. Fiscalité

A. Fiscalité directe

B. Fiscalité indirecte

V. Bienfaisance

A. Hôpital de Comines

B. Fondations

C. Table des pauvres

VI. Culte

A. Généralités

B. Église paroissiale et collégiale Saint-Pierre

C. Chapelles

VII. Confréries

VIII. Enseignement

IX. Police

X. Travaux publics et voies de communication

A. Beffroi

B. Cours d'eau

XI. Agriculture

A. Semences et grains

B. Bois et prés

XII. Commerce et métiers

A. Généralités

B. Drapiers et foulons

C. Tisserands

XIII. Documents sans rapport évident avec le fonds

Description des séries et des éléments

- | | | |
|---|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| 1 | I. GÉNÉRALITÉS
Inventaire des titres relatifs aux domaines et aux revenus de la ville de Comines. [1750]. | 1 pièce |
|---|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|

II. JURIDICTION GRACIEUSE

- 2 Registre des plaids, assemblées et assemblées extraordinaires, tenus par les bailli, bourgmestre et échevins de la ville de Comines. 1762-1794.

1 volume

III. FINANCES

A. GÉNÉRALITÉS

- 3 Acte de renonciation des échevins, jurés et communauté de la ville de Comines de leurs droits d'audition des comptes et d'imposition des habitants, sans en rendre compte au seigneur, au profit de Colard de la Clyte, seigneur de Comines, et d'Anne Jeanne de Waziers, sa femme. 1379 [n.s.]
2 pièces
- 4 Vidimus des échevins de Lille des lettres du 26 février 1379 [n.s.] par lesquelles les échevins de la ville de Comines accordent à Jean de la Clyte, seigneur de Comines, le droit d'audition des comptes et d'imposition des accises. 1391.
1 pièce

B. COMPTES DE LA VILLE DE COMINES

5 - 8 COMPTES RENDUS PAR GILLES KENTSOEN (OU KENTSOENS).
1427 [N.S.]-1431 [N.S.].

- 5 1427-1428
1 cahier
- 6 1428-1429.
1 cahier
- 7 1429-1430.
1 cahier
- 8 1430-1431.
1 pièce, 2 cahiers
- 9 9 - 15 COMPTES RENDUS PAR PASSCHIER PILLINS (OU PILLIN). 1432 [N.S.]-1439 [N.S.].
1432-1433.
1 cahier
- 10 1433-1434.
1 cahier
- 11 1434-1435.
1 cahier
- 12 1435-1436.
1 cahier

13	1436-1437.	1 cahier
14	1437-1438.	1 cahier
15	1438-1439.	1 cahier
16	16 - 18 COMPTES RENDUS PAR WILLEM VAN MORMENTIN (OU MORMENTINS). 1439 [N.S.]-1442 [N.S.]. 1439-1440.	1 cahier
17	1440-1441.	1 cahier
18	1441-1442.	1 cahier
19	Compte rendu par Olivier Hoosts. 1445 [n.s.]-1446 [n.s.].	1 cahier
20	Compte rendu par Gilles Kentsoen. 1450 [n.s.]-1451 [n.s.].	1 cahier
21	Compte rendu par Gilles de Visch. 1451 [n.s.]-1452 [n.s.].	1 cahier
22	Compte rendu par Hugues Bariseel. 1458 [n.s.]-1459 [n.s.].	1 cahier
23	Compte rendu par Arcelet Daniels (ou Daniel). 1459 [n.s.]-1460 [n.s.].	1 cahier
24	24 - 27 COMPTES RENDUS PAR HUGUES BARISEEL. 1460 [N.S.]- 1465 [N.S.]. 1460-1461.	1 cahier
25	1461-1462.	1 cahier
26	1462-1463.	

		1 cahier
27	1464-1465.	1 pièce, 1 cahier
28	28 - 29 COMPTES RENDUS PAR PASSCHIER PILLIN. 1465 [N.S.]-1467 [N.S.]. 1465-1466.	1 cahier
29	1466-1467.	2 cahiers
30	Compte rendu par Hugues Bariseel (ou Barizeel). 1467 [n.s.]-1468 [n.s.].	1 cahier
31	31 - 32 COMPTES RENDUS PAR ARCELET DANIEL (OU DANNEEL). 1468 [N.S.]-1470 [N.S.]. 1468-1469.	1 cahier
32	1469-1470.	1 cahier
33	Compte rendu par Hugues Bariseel. 1476 [n.s.]-1477 [n.s.].	1 pièce
34	Compte rendu par Pieter vanden Thunne (ou vanden Thune), fils de Sehier. 1499 [n.s.]-1500 [n.s.].	1 cahier
35	Compte rendu par Jean Tevelin. 1546 [n.s.]-1547 [n.s.].	1 cahier
36	Compte rendu par Pierre Yetzweerd. 1550 [n.s.]-1551 [n.s.].	1 cahier

IV. FISCALITÉ

A. FISCALITÉ DIRECTE

1. GÉNÉRALITÉS

- 37 Vidimus, par le notaire Gilbert Marisseel, de l'appointement du 16 avril 1526 passé entre les bailli et échevins de Comines et ceux d'Ypres réglant les impositions à payer par la seigneurie d'Entre-deux-ponts, à Comines, sur celles de la salle d'Ypres dont cette seigneurie est tenue. 1528. 1 pièce
- 38 Permission accordée par l'empereur Charles Quint aux bailli et échevins de Comines de faire assigner les manants qui refusent de payer leur part d'impositions. 1538 [n.s.]. 1 pièce
- ###### 2. VINGTIÈME DENIER
- 39 Copie d'un règlement de 1601 pour la levée du XXe denier dans les châtelainies de Lille-Douai-Orchies. 1602. 1 pièce
- ###### 3. EMPRUNTS ET IMPÔTS
- 40 Dossier contenant des billets d'envoi, en originaux et en copies, pour la part à payer par Comines dans les aides et subsides accordées par les châtelainies de Lille-Douai-Orchies. 1489-1573 et 1734. 1 liasse
- 41 Vidimus des échevins de Lille de l'acte de constitution d'une rente, daté du 14 février 1473 (n.st.), de 3.530 lions d'or au denier 20, payable en deux termes annuels de 88,5 lions d'or, fait par les bourgeois, manants et échevins de Comines au profit de maître Jacques Descamps, de Lille. 1521 (n.st.). 1 pièce
- 42 Décision de la Chambre du conseil, à Gand, imposant aux habitants d'Entre-deux-ponts de Comines de payer les impôts selon le transport de la châtelainie d'Ypres pour les terres qu'ils occupent hors de Comines. 1526 [n.s.]. 1 pièce
- 43 Extrait des registres du Conseil d'État autorisant les villes de Flandre maritime et de la châtelainie de Lille à lever des emprunts pour s'acquitter de leurs contributions à l'abonnement du don

gratuit. 1761.

1 cahier

- 44 Avis publié par les bailli et pointres de Comines-Sud, châtellenie de Lille, annonçant la perception des impositions foncières sur tous les citoyens. 1789.
- 1 pièce, 1 imprimé

B. FISCALITÉ INDIRECTE

1. ACCISES

- 45 Sentence des juges aux impôts de Lille autorisant Jossine de Lannoy, douairière d'Halluin, à utiliser la mesure de Comines plutôt que celle de Lille pour payer les impositions sur les vins et les bières consommés au château de Comines. 1558.
- 1 pièce
- 46 Condamnation de Jacques Magoulet, fermier des domaines de Flandre, dans le procès qui l'opposait à Guillaume Becuwe, soutenu par la ville et l'échevinage de Comines, à propos de la perception des droits sur l'eau de vie dans l'Entre-deux-ponts, à Comines. 1683.
- 1 liasse

2. CONTRIBUTIONS ET DOMMAGES DE GUERRE

- 47 Vidimus de Charles V, roi de France, du mandement de Philippe VI, feu roi de France, daté du 12 décembre 1348, faisant suite à la requête des habitants de Comines, ville non close et sans forteresse de la châtellenie de Lille, qui ont dû acheter leur sauvegarde auprès des Flamands pour préserver leurs biens et leur vie. 1366.
- 1 pièce
- 48 Vidimus des échevins de Lille d'un vidimus d'août 1366 de Charles V, roi de France, qui ratifie le mandement de Philippe VI, feu roi de France, du 12 décembre 1348, concernant la requête des habitants de Comines, ville non close et sans forteresse de la châtellenie de Lille, qui ont dû acheter leur sauvegarde auprès des Flamands pour préserver leurs biens et leur vie. 1520 (n.st.).
- 1 pièce
- 49 Dossier concernant la réparation de la cense de la Basse cour, à Halluin, détruite lors du siège de Menin de 1706. 1707-1716.
- 1 liasse

- 50 Décompte rendu par Jacob Vienne et Étienne de Reuz, tuteurs de

Joanna Rose Vienne, fille de feu Valentin, des dédommagements reçus par ce dernier pour les frais de fortifications et de logements au Fort de Comines. 1717.

1 filiasse

51

Dossier concernant le remboursement des rations fournies à deux dragons du régiment de Ligne placés à Comines de décembre 1755 à juin 1756. 1756-1757.

1 filiasse

V. BIENFAISANCE

A. HÔPITAL DE COMINES

- 52 Actes touchant l'hôpital de Comines et l'accueil des pauvres malades de la ville qui pourrait y être fait à la place des étrangers. 1743-1744. 5 pièces
- 53 États des blés livrés par le fermier des moulins de Comines à l'hôpital et aux pauvres de Comines. 1736-1769. 1 liasse
- 54 Mémoire des religieuses hospitalières de Comines répondant au projet de suppression de celles-ci pour y installer un Hôtel-Dieu. [après 1784]. 1 cahier

B. FONDATIONS

- 55 - 57 ÉTATS CONTENANT LES QUITTANCES DES PAIEMENTS DES FONDATIONS, CHARGES LOCALES ET FONCIÈRES DES TERRES DE COMINES ET HALLUIN APPARTENANT AU DUC D'ORLÉANS. 1742-1754.
- 55 1742. 1 cahier
- 56 1750. 1 cahier
- 57 1754. 1 cahier
- 58 Observations sur la réclamation posée par les administrateurs de l'hospice civil et de la pauvreté de Comines pour non-fourniture de sacs de blé. [après 1795]. 1 pièce
- 59 Actes relatifs aux revenus et aux charges de la fondation des orphelins de Comines. [1786]. 2 pièces

C. TABLE DES PAUVRES

- 60 Acte de donation aux pauvres de la ville et de la paroisse de Comines, par Louis François d'Heyne, écuyer, de Gand, seigneur de Waterdijk, d'une cense située dans la paroisse de Comines-Nord.

1705.

1 cahier

61

Dossier relatif à l'administration de la table de pauvres de la paroisse de Comines. 1775.

1 liasse

62

Dossier à propos du procès passé devant la cour du Parlement de Flandre opposant Louis Joseph Meurice, négociant à Comines-Nord, auparavant receveur des biens de la pauvreté générale de Comines, à Pierre François Pollet, marchand à Comines et receveur des biens de la même pauvreté, qui l'accuse de détournement de fonds. 1784-1786.

1 liasse

VI. CULTE

A. GÉNÉRALITÉS

- 63 Acte concernant la mortuaire d'un chanoine de Comines et l'empiètement de juridiction du chapitre de Comines et de l'évêché de Tournai sur celle du duc d'Orléans. 1743. 1 pièce
- 64 Mémoire prônant l'érection d'un siège épiscopal à Lille. 1787. 1 pièce
- 65 Projet de lettre concernant les difficultés qu'engendrerait la création d'une paroisse dans la partie autrichienne de Comines alors que l'évêque de Tournai a déjà créé une succursale à Ten Brielen. [XVIIIe s.]. 1 pièce

B. ÉGLISE PAROISSIALE ET COLLÉGIALE SAINT-PIERRE

1. DROIT DE PATRONAGE ET DE COLLATION

- 66 Dossier concernant la procédure opposant Pierre Antoine Destombes, cleric paroissial de Comines, et Michel Alexandre de Hangouart, bailli de Comines, agissant pour le duc Philippe d'Orléans, aux vicaires généraux de l'évêque de Tournai à propos de la nomination de Léonard Vuyst (ou Wuyst) comme cleric paroissial de Comines. 1710. 1 liasse
- 67 Dossier relatif à un nouveau conflit né entre le duc d'Orléans, comme seigneur de Comines, et l'évêque de Tournai à propos du droit de nomination à la clergie ou couterie de Comines. 1735. 1 liasse
- 68 Dossier à propos de la revendication des droits de l'autorité temporelle sur l'église et sur le chœur de l'église de Comines pour les seigneurs de Comines contre l'évêque de Tournai. 1753. 1 liasse
- 69 Copie de la transaction passée entre le sieur de Waziers (ou de Vazières), grand-bailli de la ville et baronnie de Comines, agissant au nom du duc d'Orléans, et le sieur Jacquart, doyen du chapitre de l'église de Comines, par laquelle le duc d'Orléans est maintenu dans tous ses droits sur ladite église. 1760. 1 cahier
- 70 Dossier touchant le procès opposant l'évêque de Tournai au duc

d'Orléans à propos du droit de conférer les prébendes dans l'église de Comines. 1778-1789.

1 liasse

2. ADMINISTRATION DES BIENS

71 Dossier relatif à la fondation d'une chapelle, de messes et d'obit au bénéfice des seigneurs et dames de Comines. 1352-1507.

1 filiasse

72 Dossier concernant la fondation d'un obit avec distribution aux pauvres par Jossine de Lannoy, douairière d'Halluin, et sa fille Jeanne de Halluin, à la mémoire de Jean de Halluin, feu son mari. 1547 [n.s.].

3 pièces, 1 volume

73 Copie de l'acte de fondation d'un obit annuel par Marie Angélique Catteau, fille de feu Matthieu et femme de Bartholomé Delebecque, demeurant dans la paroisse de Comines. 1730.

1 pièce

74 Acte relatif au droit de relief servant à payer l'obit fondé par feu Antoine François Focquenoÿ à l'office de Saint-Georges, en l'église de Comines. 1735.

1 pièce

75 État des pains délivrés aux pauvres de l'église, de l'hôpital et des Sœurs grises de Comines, dans le cadre des trois obits princiers. [XVIIIe s.].

1 pièce

C. CHAPELLES

1. CHAPELLE SAINT-CHRYSOLE

76 Dossier relatif à la collation de la chapelle. 1723-1789.

1 liasse

77 Copie de l'acte de collation de la chapelle par Louis, duc d'Orléans, au profit de Thomas Albert Becuwe, prêtre du diocèse de Tournai. 1739.

1 filiasse

2. CHAPELLE SAINT-ÉLOY

78 Dossier relatif à l'érection d'une nouvelle paroisse autour de la chapelle Saint-Éloy. 1788-[après 1795].

3 pièces

- 79 3. CHAPELLE SAINT-JACQUES
Extraits du chassereau des rentes seigneuriales dues à la chapelle.
1790. 2 pièces
- 80 4. CHAPELLE DE WARTEMBEEK
Dossier relatif à un procès mû devant le Grand conseil de Malines
entre le prince de Chimay, seigneur de Comines, et l'évêque de
Tournai à propos du droit de patronage et de la collation de la
chapelle. 1622-1626. 1 liasse

VII. CONFRÉRIES

- 81 Acte par lequel Philippe, duc de Bourgogne, à la requête de Jehan, seigneur de Comines, reconnaît officiellement l'existence à Comines d'une confrérie d'arbalétriers et d'une autre d'archers. 1445. 1 pièce
- 82 Copies d'une requête des confrères de Saint-Sébastien et de Saint-Georges pour obtenir paiement des sommes qui leur sont dues sur les revenus de la terre de Comines pour 1698 et 1699. [XVIIIe s.]. 3 pièces
- 83 Sentence, extraite des registres du Parlement de Tournai, ordonnant aux confréries de Saint-Georges et de Saint-Sébastien, de Comines, de se conformer au mandement de l'évêque de Tournai à propos du tir à l'oiseau. 1702. 1 pièce
- 84 Compte de la confrérie de Saint-Georges, rendu par Pieter Piguan. 1660. 1 cahier

VIII. ENSEIGNEMENT

- 85 Dossier relatif au financement, par le duc d'Orléans, des frais de fonctionnement d'une école pour les enfants pauvres construite à Comines aux frais de la ville dudit Comines. 1725-1730. 1 filiasse
- 86 Proposition de Guillaume Ferdinand Becuwe, à adresser au duc d'Orléans, de faire un don annuel aux pères récollets de Comines pour les persuader d'enseigner les humanités. 1763. 1 pièce

IX. POLICE

- 87 Lettre de non-préjudice de la ville de Gand touchant Janne den Troyere, l'un de ses bourgeois, arrêté à Comines avant d'être rendu aux Gantois. 1435 [n.s.]
1 pièce
- 88 Lettre de non-préjudice de la salle d'Ypres adressée à Jossine de Lannoy, dame de Comines, suite à l'arrestation de Coppe Van den Stalle en la maison de Chrysole, son père, maison se trouvant dans les limites de la seigneurie de Tourrouts, tenue de la cour et seigneurie de Comines. 1557.
1 pièce
- 89 Acte rappelant l'ordonnance réglementant, dans la juridiction de la baronnie de Comines, la pêche sur les rives de la Lys et de la Morte-Lys. 1645.
1 pièce
- 90 Pièce relative à l'arrestation d'un voleur nommé Wiccart. 1689.
1 pièce
- 91 Dossier concernant la saisie des fusils de paysans qui prétendaient chasser sur les terres de la baronnie de Comines, côté Flandre. 1740.
1 liasse
- 92 Dossier relatif au contrôle des poids et mesures sur le fief vicomtier du Toucquet, à Frelinghien, relevant du château de Comines. 1742-1743.
1 liasse
- 93 Pièces relatives au procès mu devant le bureau des droits d'entrée et sortie à Ypres opposant Thomas Molitor, brigadier des droits d'entrée et de sortie à Wervicq et Comines-Nord contre Étienne de Reu (ou de Reux), échevin de la ville de Comines et fermier des moulins banaux, pour non déclaration de sacs de froment. 1752.
1 liasse
- 94 Requête présentée aux bailli et échevins de Comines par les manants et bourgeois de ladite ville à la charge de Chrétien Six, fermier des terres, prairies et jardins du château de Comines, qui s'oppose au lavage de linges aux abords dudit château. [XVIIIe s.]
1 pièce
- 95 Copie de la protestation portée en 1534 au nom de Georges de Halluin, seigneur de Comines et Halluin, par devant la chambre échevinale de la châteltenie d'Ypres à propos de l'obligation

d'utiliser les mesures de la ville d'Ypres. [XVIIIe s.].

1 pièce

X. TRAVAUX PUBLICS ET VOIES DE COMMUNICATION

A. BEFFROI

- 96 Acte des échevins de la ville de Comines priant Colard de la Clyte, seigneur de Comines, de parfaire et de fortifier le beffroi de Comines. 1387 (n.st.). 1 pièce

B. COURS D'EAU

- 97 97 - 98 RENOUVELLEMENT DES BORNES D'ÉTÉ ET D'HIVER POUR LES RETENUES DES EAUX DE LA LYS À COMINES, WARNETON, HOUPLINES, COURTRAI, HARELBEKE, MENIN, ARMENTIÈRES. 1740-1741. 1740. 1 liasse
- 98 1741. 1 liasse
- 99 Requête des bourgmestre et échevins de Wervik-Nord adressée à Joseph II à propos des débordements continuels de la Lys entre Halluin et Comines, lesquels entravent notamment le bon fonctionnement des moulins du duc d'Orléans. 1784. 2 pièces

XI. AGRICULTURE

A. SEMENCES ET GRAINS

- 100 Dossier relatif à la fourniture de semences de trèfle de Hollande pour Jacques Étienne de Reverseaux, secrétaire du roi et conseiller du duc d'Orléans. 1752-1753. 1 liasse

B. BOIS EET PRÉS

- 101 Acte attestant les plantations réalisées en 1599 par Mahieu du Castel, fils de feu Philippe, de Comines, dans les jardins du duc d'Arschot, seigneur de Comines. 1632. 1 pièce
- 102 Acte par lequel Guillaume Poncheau, sergent de Bas-Warneton et faucheur audit lieu, et Nicolas Clinquet, également faucheur à Bas-Warneton, affirment avoir connaissance de deux prés séparés par un ruisseau, l'un appartenant au prince de Chimay, seigneur de Comines, l'autre à la famille Wacrenier, de Lille. 1680. 1 pièce
- 103 Actes justificatifs de dépenses effectuées notamment lors de l'adjudication des bois et des prés du seigneur de Comines chez la femme d'Albert Villers. 1744-1757. 3 pièces
- 104 Dossier relatif à la plantation d'arbres sur une seigneurie appartenant à l'évêque de Tournai, sise à Comines, le long du chemin allant de Comines à Lille. 1740-1743. 1 liasse
- 105 Procès-verbaux de visite des haies plantées autour du château et du potager de Comines. 1788. 1 pièce
- 106 Devis pour la plantation d'ormes, de peupliers et de frênes rédigé par Jean Pierre le Heire, garde-bois à Comines. 1788. 2 pièces
- 107 Plan pour la coupe de bois de 1789 au bois de Comines. [1789]. 1 pièce
- 108 Tableaux des arbres plantés à Comines et Halluin indiquant le nom des riverains, leur situation, leur nombre et leur état de croissance. [fin XVIIIe s.]. 4 pièces

- 109 Aperçu du coût des arbres nécessaires à la rénovation des plantis
de Comines. [fin XVIIIe s.]
1 pièce
- 110 Mémoire proposant au conseil du duc d'Orléans de planter de
nouveaux arbres le long des chemins de la baronnie. [fin XVIIIe s.]
1 pièce

XII. COMMERCE ET MÉTIERS

A. GÉNÉRALITÉS

- 111 Avis des échevins d'Anvers adressé à ceux de Comines annonçant la tenue de la franche foire d'Anvers. 1566.
2 pièces
- 112 Dossier relatif aux différends qui opposent les fabricants d'étoffes de Lille à ceux de Comines, notamment à propos de l'installation d'une nouvelle sayetterie à Comines. 1741-1743.
1 filiasse
- 113 Mémoire présentant les avantages de distiller des eaux de vie de grains en Flandre ou en Artois et visant à en obtenir le privilège exclusif. [fin XVIIIe s.].
1 cahier
- B. DRAPIERS ET FOULONS
- 114 Privilèges accordés par Jean, seigneur de Comines, à Roellant de Clercq, Clément de Keerweder et tous ceux qui sont venus s'installer à Comines pour y faire de la draperie façon d'Angleterre ou de la nouvelle draperie. 1450.
1 pièce
- 115 Acte par lequel Jean, seigneur de Comines, pour remédier à la ruine de la ville causée par la décadence de la draperie, déclare ouverts les métiers de foulage et de tissage et édicte un règlement en conséquence, sans préjudice aux privilèges déjà accordés aux métiers concernés. 1463 [n.s.].
1 pièce
- 116 Acte de Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, affranchissant une pièce de terre située sur le marché de Comines, près du beffroi, en dehors de l'échevinage, où Jean, seigneur de Comines, a fait construire des lices pour y exposer la draperie et en faciliter le contrôle. 1472 (n.st.).
1 pièce
- 117 Acte des échevins de Comines confirmant l'octroi au seigneur de Comines d'un don d'un gros ou d'un demi-gros, monnaie de Flandres, à prélever sur les draps, en fonction de leur grandeur, drapés à Comines en reconnaissance des statuts et ordonnances accordés aux drapiers de Comines. 1513 [n.s.].
1 pièce

C. TISSERANDS

- 118** Acte de Jean II, roi de France, confirmant les privilèges accordés le 29 septembre 1359 par Hellin, seigneur de Comines, par devant les échevins de Lille, aux tisserands de Comines. 1362. 1 pièce
- 119** Acte de Jean II, roi de France, ordonnant au souverain bailli de Lille d'interdire de faire sonner la cloche des tisserands de Comines à d'autres moments que ceux fixés par les privilèges accordés par Hellin, seigneur de Comines. 1362. 1 pièce

XIII. DOCUMENTS SANS LIEN APPARENT AVEC LE FONDS

- 120 Actes de donation, par Marie de Latre, veuve de Jean Descours, de différentes rentes qui lui sont dues, notamment sur la terre de Comines, en faveur du monastère de Notre-Dame du Jardinnet, à Walcourt. 1516.
2 pièces
- 121 Signification du jugement du procès ayant opposé Charles Joseph Lambin, notaire et maire de Comines, à Jean Baptiste d'Hane et Adèle de Pooter, sa femme, tous deux de Gand, à propos de la propriété d'un terrain appelé le *Reckbel*. 1828-1829.
1 filiasse